

Alerte route à France Bleu !

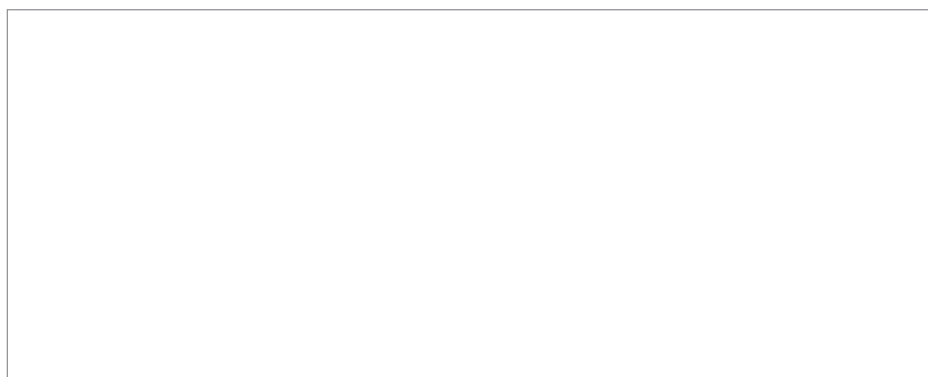
## Une mobilisation exemplaire

**En un mois, les 44 stations ont connu une journée de grève, une motion de défiance du CCE contre la direction du réseau Bleu, un préavis reconductible et des dizaines de lettres ouvertes. Et les salariés ont gagné !**

**D**rôle de printemps pour les radios locales du service public. À l'antenne, si France Bleu s'affichait comme « *la radio des législatives* », en coulisses, son personnel se battait pour continuer à faire de la radio locale. Le projet présenté par la direction pour la grille de rentrée visait à réduire la part du local. Un recul sans précédent de... 2h45 exactement. Soit un quart du programme quotidien en moins. Du jamais vu. Le matin dès 8h30, créneau sur lequel France Bleu figure dans le top 5 des radios les plus écoutées, les locales devaient s'effacer au profit d'un jeu animé par Jean-Luc Reichmann pendant 45 minutes. Autre amputation : 2 heures en début d'après-midi ; les programmes régionaux de 34 stations devaient laisser place à une émission nationale, avec l'ambition de supprimer des dizaines de postes d'animateurs et de techniciens.

### Sauver l'info de proximité

Autre chamboule-tout, dans les rédactions cette fois : pour changer l'antenne, la direction a cru bon de supprimer les journaux nationaux envoyés de Paris à 6h30, 7h30 et 8h30, cas-



*Le projet pour la grille de rentrée visait à réduire la part d'information locale : la direction de France Bleu a dû faire demi-tour!*

© Jef Fernandez/SNJ Radio France

sant totalement la logique du réseau. Charge à chaque radio locale de trouver un journaliste pour lancer des reportages nationaux.

Une majorité des rédactions ne compte que sept journalistes et la contrainte de mettre deux journalistes à l'antenne tous les matins avait une conséquence : limiter le reportage ou terminer le dernier journal local à midi. Autre effet, direct : moins de place pour diffuser les reportages locaux ! Faire de France Bleu une radio de présentateurs de sujets nationaux aurait été un contresens historique et un terrible gâchis.

Lancé sans la moindre concertation auprès des cadres des radios locales, découvert en partie dans la presse, le projet avait tout pour réunir le réseau contre lui. L'intersyndicale a appelé à la grève le 18 mai, sous l'impulsion

du SNJ. Le mouvement a été très suivi : 90 % des 44 stations n'ont pas diffusé de matinales. Les journalistes y ont puissamment participé, puisque 80 % étaient grévistes.

### L'essentiel est préservé

Pour bien se faire comprendre, le personnel de la moitié des stations a adressé des lettres ouvertes à la direction. Certains élus locaux ont écrit au P.-D. G. Mathieu Gallet pour défendre le réseau dans son identité et ses missions. L'Association des maires ruraux a même soutenu le mouvement !

Alerte interne, alerte externe — y compris sur les réseaux sociaux —, et l'intersyndicale a de nouveau déposé un préavis de grève illimité à partir du dimanche 11 juin... Le jour du premier tour des législatives. La négociation dans le cadre du préavis a duré deux jours. Elle a permis de trouver un accord qui préserve l'essentiel. Ainsi, les programmes locaux du matin sont maintenus — l'animateur télé Jean-Luc Reichmann a finalement décidé de ne pas venir. Maintenus aussi les journaux nationaux de la demie.

La direction ne fait pas de passage en force, mais se réserve le droit, localement, de faire des modifications. La pression reste donc forte sur les rédacteurs en chef. Nous ferons le point à la rentrée.

L'alerte rouge a payé, mais il faudra rester vigilant car la priorité de notre P.-D. G. est toujours de supprimer des postes à Radio France. Inquiétudes d'autant plus d'actualité que les idées de fusion de France Bleu et de France 3 font à nouveau parler d'elles.

Le SNJ Radio France

### Le réseau régional face aux menaces des synergies

Une des questions que se pose France Bleu est celle de l'avenir qu'on lui réserve, au sein de Radio France mais aussi au-delà car, comme l'écrit *Le Monde*, « *les patrons de France Télévisions et de Radio France sont invités à accélérer les projets communs* » pour se conformer au programme d'Emmanuel Macron, lui-même inspiré du rapport Schwartz de 2015 (Marc Schwartz dirige aujourd'hui le cabinet de la nouvelle ministre de la culture). Les P.-D. G. sont donc invités à proposer de nouvelles « synergies » sur l'exemple de France Info et « *franceinfo* ». Pour commencer autour de la culture et de la jeunesse.

Le rapport Schwartz et celui de la Cour des comptes sur France Télévisions ont rêvé aux économies qui pourraient être dégagées des « *collaborations possibles* », des « *rapprochements des réseaux régionaux* » que sont France 3 et France Bleu. Or, nous le savons tous, et l'expérience franceinfo : l'a montré : quand radio et télé sont priées de s'entendre, c'est toujours la télévision qui veut « *porter la culotte* ». La radio, elle, a le droit de fournir des moyens : pour Radio France, contrainte par un COM à effectifs constants, cela veut dire des postes en moins dans ses métiers de base. Les 350 journalistes des 44 radios locales de France Bleu regardent cela en espérant que les mauvaises idées du rapport Schwartz restent des idées.

# Audiovisuel

Deux fusibles ont sauté, et après?

## Pujadas, Field, crise de l'info à France Télé

Un présentateur vedette débarqué, un directeur de l'info qui prend la porte... Que se passe-t-il à France Télévisions, qui s'enorgueillit pourtant de bons chiffres d'audience de son édition du 20 heures ?

Sur son piédestal de l'édition phare du soir, David Pujadas se croyait intouchable. Mais Delphine Ernotte a décidé de l'écartier. Une décision qui peut paraître brutale lorsqu'on ignore les rouages peu reluisants de cette édition. Le SNJ n'avait cessé d'alerter la direction sur les dérives du 20 heures : violence du management sous la houlette de sa rédactrice en chef, Agnès Vahramian, un taylorisme érigé en système et de la discrimination professionnelle.

Alain de Chalvron, ancien correspondant de France 2 en Chine, a lui-même été « exclu » du 20 heures pour avoir écrit un rapport sur l'état de la rédaction, pourtant demandé par la présidente de France Télévisions. Alors que des journalistes peu expérimentés, érigés en nouvelles stars de l'antenne, sont en surchauffe, de grands reporters sont réduits à réaliser des bouts de reportage sur lesquels ils n'ont pas leur mot à dire. En outre, de nombreux choix éditoriaux ont été pointés par le médiateur de FTV.

### Démission

Hasard du calendrier, le jour du limogeage de David Pujadas, paraît dans *Libération* une tribune signée Michel Field. Le directeur de l'information y critique certains aspects de la ligne éditoriale du 20 heures. Communiquer à l'extérieur au lieu de faire son travail en interne, du Michel Field pur sucre. Sous la menace d'une seconde motion de défiance en dix-huit mois, il démissionne.

Que restera-t-il de son règne ? Des déclarations à l'emporte-pièce sur telle journaliste « virevoltante et sexy », des décisions contestées lorsqu'il



demande de différer un Envoyé Spécial sur l'affaire Bygmalion « pour ne pas interférer avec les primaires de la droite ». La plupart des problèmes rencontrés depuis l'ère Thuillier, son prédécesseur, sont restés en l'état. Il aura fallu un préavis de grève du SNJ pour entamer le dialogue sur les conditions de travail des correspondants régionaux de France 2.

Quant aux alertes lancées sur le mode de fonctionnement du 20 heures, sur le traitement partial, voire caricatural, de la campagne présidentielle, elles n'ont pas trouvé d'écho chez nos dirigeants, pourtant garants d'un service public irréprochable.

### Mise en scène

Mais la suppression d'une tête ou deux, selon la vieille méthode du fusible, ne va pas résoudre les problèmes de fond de l'information à France Télévisions. Quelle politique éditoriale qui répond à la fois aux exigences du service public et à la volonté des journalistes d'exercer pleinement leur métier ? À quand la remise en cause des micros-trottoirs, des plateaux de situation vides de sens, et des reportages « incarnés » où le journaliste se met en scène, toutes ces dérives qui éloignent le reportage de ce qu'il doit être, le reflet honnête de la réalité ?

Des questions qui doivent être débattues largement et qui méritent plus qu'un casting pour la recherche de l'homme, ou de la femme, providentiel.

Le SNJ FTV

### Mouvement gagnant à France 3 Rhône-Alpes-Auvergne !

La solidarité a fini par payer, à la mi-juin. Après quatre journées de grève, qui ont entraîné une absence de JT à l'antenne et l'annulation d'enregistrements de Dimanche en Politique, et un nouveau préavis illimité pour le premier tour des élections législatives, la direction de France 3 Rhône-Alpes-Auvergne a enfin entendu et accepté, partiellement, les revendications des journalistes. Les avancées : transferts et remplacements de postes, gel du projet de suppression des éditions locales du Grand Lyon et de la Loire. Un mouvement inédit, accompagné fortement par le SNJ et la CFDT, pour exiger les moyens nécessaires à la couverture de l'information dans la deuxième métropole de France.

### France 3 Limousin : en grève pour les soirées électorales

Deux journées de grève en mai puis un mouvement illimité début juin, à l'appel de l'intersyndicale SNJ-CGT-CFDT. Les salariés de France 3 Limousin se sont fortement mobilisés, en marge des élections, pour dénoncer la suppression du traditionnel décrochage local de la soirée électorale des législatives, « transférée » à Bordeaux, au siège régional. Pique-nique citoyen, interpellation des élus, du CSA, et jusqu'à la Présidence de la République, l'intersyndicale a remué ciel et terre pour parvenir à faire céder la direction régionale... pour la soirée du second tour. Mouvement levé le 10 juin. Un beau combat pour l'information de proximité.

### France 3 Paris écrit à la présidente

Un an après un incendie qui avait causé d'importants dégâts, le 2 juillet 2016, dans la station de France 3 Paris Ile-de-France, les salariés se sont fendus d'une lettre ouverte adressée à la présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte, lui demandant la réhabilitation de la station de Vanves. 143 personnes sur 170, soit 84 % du personnel, ont signé ce courrier.